

Culture | Pau et Pays de l'Adour : l'université aborde sa révolution



« Les plateformes expérimentales dont nous disposons nous permettent de travailler sur des objets allant du milliardième de mètre au kilomètre » se plaît à rappeler Mohamed Amara, le président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Cette force de frappe scientifique et ce savoir-faire ont joué leur rôle dans l'attribution du label I-Site qui lui a été accordé. Pour les personnels et les 13 000 étudiants rassemblés par l'UPPA dans les Pyrénées-Atlantiques, les Landes et les Hautes-Pyrénées, l'aventure ne fait cependant que commencer. Car obtenir une reconnaissance que bon nombre de structures universitaires envient en France est une chose. Mener à bien les projets que celle-ci sous-tend et se réorganiser en conséquence en est une autre. Retour sur une ambition.

A chacun sa spécialité. Parce que la région et le tissu industriel environnant s'y prêtent, le label Initiative-Science-Innovation-Territoires-Economie (I-SITE) accordé à l'UPPA est consacré à la recherche de solutions pour l'énergie et l'environnement. Ce qui recouvre toutes les questions liées aux géo-ressources, à la transition énergétique et à la protection de l'environnement.

Non seulement ce titre lui permet d'engranger 6 millions d'euros de subventions d'Etat par an jusqu'en 2021, mais il constitue également une reconnaissance exceptionnelle. Seules huit autres universités françaises en bénéficient, et encore, certaines d'entre elles pour deux ans seulement.

« Tout le monde ne mesure pas la chance que cela représente pour le sud-aquitain où Bordeaux a également obtenu cette reconnaissance » constate Mohamed Amara. « De vrais déserts existent en effet en France dans ce domaine : la Bretagne, Centre, Poitiers, Limoges, Orléans, Amiens ». Même Toulouse n'a pas réussi à être sélectionnée, remarque-t-on dans les Pyrénées-Atlantiques.

« Or, imaginez ce que peut devenir un territoire ayant un rayonnement européen ». Car l'enjeu est bien là : devenir visible et opérant au niveau international. Tout en renforçant les liens noués avec de multiples partenaires industriels et académiques.

Des cerveaux à recruter

Cette évolution, qui va modifier l'université sudiste en profondeur, devrait amener l'UPPA à recruter des cerveaux au niveau européen, voire mondial.

« L'objectif est de développer l'excellence en matière de recherche et de formation. Dans quatre ans, nous devons avoir

augmenté de 50% le nombre de nos doctorants. Et dans dix ans, nous aurons autant de partenaires industriels que l'on a de chercheurs ».

Les recrutements effectués par l'université demeureront toutefois pluridisciplinaires, tient à préciser Mohamed Amara. Ce qui signifie que les « sciences dures » n'effaceront pas les sciences sociales et le droit. « Des domaines qui doivent également être pris en compte dans le travail mené en matière d'énergie et d'environnement ».

La mobilisation est générale

Sur le plan patrimonial, la labellisation I-SITE a entraîné le lancement de 7 appels à projets depuis le mois de mai. Ceux-ci touchent aussi bien à la recherche qu'à la formation et au soutien apporté aux étudiants méritants.

Dans la foulée, l'UPPA a décidé de mettre en valeur ses capacités techniques en créant un nouveau service universitaire, l'UPPATECH. Il réunira l'ensemble des plateaux expérimentaux de l'université et il lui permettra de proposer une offre de « recherche et développement » ainsi que des prestations technologiques à ses partenaires extérieurs.

Les liens noués avec le secteur privé seront par ailleurs renforcés par l'association CEPyA qui réunit les entreprises du territoire et va être lancée fin septembre. Ce regroupement concerne plusieurs centaines d'intervenants spécialisés dans les domaines des matériaux, de l'énergie, des géosciences, du BTP et de l'agro-alimentaire.

Autre corde à l'imposant arc dont dispose l'UPPA, l'université sudiste coordonne un projet de recherche international destiné à créer une Ecole européenne sur la feuille artificielle. Ce dispositif est basé sur le principe de la photosynthèse. Il permet de produire des « carburants solaires » tel que l'hydrogène H2 ou des matières premières sous forme stable et stockable. Ce projet n'arrête pas le progrès.

Enfin, l'université de Pau et des Pays de l'Adour continue à améliorer ses infrastructures numériques. Tout comme elle va créer en Gironde un laboratoire commun consacré aux sciences appliquées au génie électrique. Il sera installé sur le site du CEA-CESTA, une antenne du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

Ce sera le 5^e laboratoire de ce type créé par l'UPPA avec des entreprises externes. Les précédents ont été mis en place avec Total, Urgo et Nobatek-INEF4.

Bienvenue chez nous

Voilà pour les nouveautés. D'autres projets ou chantiers viennent s'y ajouter.

Un « Welcome Center » sera par exemple ouvert en janvier par l'UPPA. Car l'université veut accroître de 30% en quatre ans le nombre de ses étudiants en master et leur délivrer un cours sur deux en anglais. Le centre d'accueil les aidera à mieux s'intégrer dans notre région, y compris sur le plan culturel. Quitte, peut être, à s'installer un jour dans la région. « Les entreprises locales sont très intéressées ».

Ajoutez à cela la construction de bâtiments comme la halle technologique très haut débit de Mont-de-Marsan. Sans oublier les futurs locaux des instituts de recherche IPREM II (environnement et matériaux) et IPRA II (recherches appliquées), ou encore l'Isalab qui abritera l'école d'ingénieurs ainsi que des unités de recherche à Anglet.

L'urgence basque

Cette lourde feuille de route amène aussi Mohamed Amara à évoquer la nécessité d'aménager en équipements numériques les salles d'enseignement généraliste dont l'université dispose tant à Mont-de-Marsan, à Anglet qu'à Tarbes.

Une priorité sera accordée ici au Pays Basque. " Nous y rencontrons en effet un vrai problème de non-poursuite d'études supérieures lié au spectre de formations. Alors que ce territoire possède l'un des taux de réussite au bac les plus élevés de l'Aquitaine. Il nous faut utiliser les moyens que nous donne la technologie pour mieux couvrir les secteurs sur lesquels nous intervenons ».

A l'inverse, l'afflux de demandes en STAPS - c'est-à-dire en licence de sciences et techniques des activités physiques sportives - commence à poser de sérieux problèmes à Tarbes. « Il risque d'y avoir raz-de-marée » s'inquiète le président de l'UPPA avant d'évoquer une autre préoccupation : les étudiants qui, pour de multiples raisons, échouent en première année de fac.

Pour lutter contre le phénomène, l'UPPA va ouvrir pour la première fois l'ensemble de ses campus aux lycéens. Cette initiative les aidera à mieux choisir leur formation future, mais aussi à mesurer la charge de travail qui les attend. Histoire d'éviter les erreurs de parcours. Ces temps d'immersion pour futurs bacheliers seront proposés du 23 au 27 octobre 2017 et du 12 au 16 février 2018.

Budget : « Une main attachée dans le dos »

Quant au nerf de la guerre, autrement dit l'argent, il fait l'objet d'une bataille permanente.

En dépit de l'aide reçue pour l'I-Site, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour continue en effet à afficher un déficit de 2 millions d'euros. « Nos recettes couvrent nos dépenses. Mais c'est le résultat d'exploitation qui est problématique » commente Mohamed Amara.

De là à déplorer un modèle administratif qui s'essouffle en France, il n'y a qu'un pas.

« Je ne suis pas certain que l'Etat soit capable de suivre l'évolution naturelle des universités en matière de masse salariale. Quant

faisons-nous pour les aider à disposer de ressources propres ? Des carcans réglementaires nous empêchent d'aller chercher des ressources industrielles."

« Même s'il affirme que les universités sont autonomes, l'Etat veut fonctionner en ayant la main sur tout. Dans le même temps, l'Etat est incapable de payer ses fonctionnaires. Permettre à des gens qui font plus que ce que leur demande leur statut d'être correctement rétribués, est pourtant la moindre des choses. Que l'on change de modèle ! »

D'autres universités européennes ne connaissent pas ces freins, constate-t-il. « A Chalmers, en Suède, beaucoup de personnes-clés viennent du privé. Comment fait-on pour les accueillir si on n'a pas les outils ? Encore une fois, c'est une question de statut et de capacité à les payer. En fait, aujourd'hui en France, on se bat un peu avec une main attachée dans le dos ».



Jean-Jacques Nicomet

Credit Photo : AQUI

Publié sur aqui.fr le 24/09/2010

[Url de cet article](#)